Note le gouvernement

Lundi 15 septembre, la CGT a rencontré le nouveau Premier ministre pour exiger des actes de rupture immédiats avec la politique du passage en force au service des plus riches, des très grandes entreprises, des actionnaires et du CAC 40.

Nous avons posé au Premier ministre des questions très précises et obtenu très peu de réponses. Cela confirme que le budget Bayrou, n'est, à ce stade absolument pas enterré. La mobilisation ce jeudi 18 septembre est donc indispensable.

Êtes-vous prêts à enterrer :

1. La suppression de 2 jours fériés
2. Le gel des pensions de retraites et donc leur baisse à cause de l'inflation
3. La suppression de 3 000 postes et le gel, donc la baisse, des salaires de la Fonction publique
4. Le gel des prestations sociales, donc leur baisse à cause de l'inflation
5. Le doublement des franchises médicales (jusque 200 € de reste à charge / an pour les malades)
6. La énième attaque contre l'assurance chômage et celles et ceux qui subissent les licenciements
7. L'affaiblissement (encore) du Code du Travail et des droits des salariées
8. La loi qui fragiliserait l'indépendance de l'audiovisuel public
9. La loi Duplomb et ses risques pour la santé
10. La précarisation organisée des travailleuses et travailleurs immigré·es

Êtes-vous prêts à répondre aux exigences sociales :

11. L'abrogation immédiate de la retraite à 64 ans imposée par 49-3
12. L'augmentation des moyens pour nos services publics : nos hôpitaux, nos écoles ; nos universités, nos infrastructures et les politiques culturelles
13. L'augmentation des salaires et des pensions
14. La justice fiscale (taxation des patrimoines, dividendes et rachats d'action, rétablissement de l'ISF)
15. La remise à plat et le conditionnement des 211 milliards d'euros d'aides publiques aux grandes entreprises privées et la mise en place d'un droit de veto des représentant·es des salarié·es
16. L'arrêt des licenciements et l'organisation d'Assises de l'industrie pour réindustrialiser et relocaliser l'économie
17. L'égalité professionnelle réelle entre les femmes et les hommes
18. Adoption de la loi GM&S pour responsabiliser les donneurs d'ordre et protéger les petites entreprises
19. Une loi contre la vie chère dans les outre-mers
20. La fin des passages en force et le respect de la démocratie sociale au niveau national comme dans les entreprises

Sébastien Lecornu : 1/20

Nous voulons la justice fiscale et sociale. Plus il y aura de grèves et de manifestant·es le jeudi 18 septembre, plus nous pouvons imposer notre agenda social et changer le résultat. Encore un effort !